

M. KNOWLES: J'ai dit très clairement au début que nous appuyons la mesure du fait que le Canada ne pourrait à l'heure présente se passer des dispositions qu'elle contient sans être menacé du désordre économique qui suivrait le rejet du projet de loi, advenant le triomphe des idées des honorables députés qui siègent à ma droite. Nous prétendons cependant que ces dispositions ne sont pas suffisantes et tout en les appuyant, nous demandons beaucoup plus pour la population canadienne.

Le très hon. M. MACKENZIE: Et vous essayez en même temps de tuer la mesure.

M. L'ORATEUR: Je puis dire à la Chambre que j'étudierai l'amendement et que je déclarerai à la reprise de la séance s'il est ou non conforme au Règlement.

M. J. H. MATTHEWS (Kootenay-Est): Monsieur l'Orateur, omettre de me prononcer sur la mesure à l'étude serait de ma part, je crois, manquer à mon devoir et me désintéresser du bien-être du groupe de citoyens que j'ai l'honneur de représenter.

Durant la guerre, le Gouvernement s'est enorgueilli et il a fait grand état de son programme de subventions et de réglementation des prix. Tout récemment encore, il insistait en cette Chambre sur les économies qu'il avait ainsi permis à la population de réaliser. Il suffit de comparer les résultats acquis au Canada et aux Etats-Unis pour susciter chez nous un légitime sentiment de fierté et je suis bien prêt à reconnaître au Gouvernement, comme à tout autre, sa part de mérite. Si la réglementation a réellement, ainsi qu'on l'a démontré, servi notre population, pourquoi cette hâte exagérée à la faire disparaître? On sait en effet qu'une forte pression s'est exercée sur le Gouvernement, mais je serais prêt à parier n'importe quelle somme qu'elle n'est pas venue des ménagères ni des chefs de familles canadiens. Ces derniers, en effet, assistent avec effroi à la hausse des prix qui menace leur bien-être. Personnellement, je ne comprends pas que le Gouvernement cède ainsi mollement à la pression exercée par les grands chefs du commerce, alors que s'accroît de jour en jour le mécontentement des électeurs. On pourrait croire, monsieur l'Orateur, que le moment n'est pas très éloigné où le Gouvernement devra tâter le pouls de la population, chercher à connaître ses sentiments, en vue d'élections générales. Au contraire, il semble absolument sûr de lui-même; on le dirait prêt à braver le mécontentement et les désirs explicites de ses administrés. Nos concitoyens attendent d'une administration qui a su garder les prix stables durant la guerre qu'elle ait le même succès en cette période de retour à la paix.

Au cours des hostilités, j'ai entendu le très honorable premier ministre (M. Mackenzie King) affirmer à la radio que la population canadienne était plus prospère que jamais auparavant, probablement à cause des salaires élevés que rapportaient les travaux de guerre. La déclaration du premier ministre était peu sage, car les travaux susmentionnés n'ont aucunement augmenté les salaires de milliers de Canadiens qui, à ce moment-là, ne se trouvaient certainement pas dans une situation financière plus avantageuse qu'auparavant. A cause de l'épargne obligatoire, plusieurs familles ont dû, pendant le conflit, restreindre leurs dépenses nécessaires. Soit dit en passant, les gens désirent vivement recouvrer les sommes ainsi retenues.

Toutefois, ce qui m'inquiète surtout aujourd'hui, c'est le sort des moins fortunés; l'augmentation du coût de la vie éprouve gravement les titulaires de pensions de vieillesse, les malades, les infirmes, et les chômeurs, car il s'en trouve. Il peut intéresser les honorables députés de savoir que le gouvernement de la Colombie-Britannique a congédié dans la ville de Fernie, que je représente, tous ses employés âgés de plus de soixante-cinq ans. On ne pourvoit aucunement aux besoins de ces gens. En ce moment, ils n'ont pas droit à la pension de vieillesse; le coût de la vie, qui augmente quotidiennement, leur cause bien des tracas. Le Gouvernement s'attend-il que ces fonctionnaires congédiés appuient aux prochaines élections le parti libéral qui, au moment voulu, n'a pas su maintenir les prix à un niveau raisonnable.

L'hon. M. MARTIN: Dans ce domaine, aucun pays n'a réussi aussi bien que le Canada.

M. MATTHEWS (Kootenay-Est): C'est la ligne de conduite du Canada et non celle des autres pays qui m'intéresse. Nous nous sommes enorgueillis de ce que le Gouvernement ait réussi à maintenir le niveau des prix durant la guerre et je l'en ai moi-même félicité dans mes discours. Cependant, je me demande maintenant pourquoi le Gouvernement cède avec faiblesse à la pression qu'exercent l'Association des manufacturiers canadiens et d'autres organismes semblables, en vue de faire abolir la réglementation des prix.

Hier, au cours de la discussion sur le présent projet de loi, l'honorable député de Vancouver-Burrard (M. Merritt) a employé le mot "exiger". Il exigeait que le Gouvernement fixât très prochainement la date de l'élection complémentaire d'Halifax. Je n'exige pas que le Gouvernement s'exécute, mais d'autres peuvent se servir de la même expression que l'honorable député de Vancouver-Burrard; j'exige donc que le Gouvernement prenne bien garde.